

Comité local pour l'emploi



Une fonction résidentielle affirmée, dans un territoire rural davantage industriel et agricole qu'en région

février 2026

Louhans

L'information sur
Emploi • Formation • Orientation en région

Comité local pour l'emploi

Louhans

03 SYNTHÈSE

- 03 > Le territoire est-il impacté par le vieillissement général de la population ?
- 03 > Le territoire est-il attractif ?
- 04 > Quelle structure de l'emploi ? Quelles spécificités ?
- 06 > L'emploi progresse-t-il ?
- 07 > Quelle évolution de la demande et de l'offre d'emploi ?
- 07 > Quelle offre de formation accessible ? Est-elle cohérente avec la structure de l'emploi local ?
- 09 > Quels niveaux de formation et de qualification ?
- 10 > Quel niveau de précarité sur le territoire ?

11 FORCES - FAIBLESSES

18 SOURCES DE DONNÉES BIBLIOGRAPHIE

Le territoire est-il impacté par le vieillissement général de la population ?¹



Un fort enjeu lié au vieillissement de la population et à l'accompagnement de la dépendance

Le territoire d'intervention du CLPE de Louhans est **un territoire très rural**. Il est caractérisé par une densité de population plus faible qu'en moyennes régionale et départementale.

Le vieillissement de la population y est plus soutenu qu'en région en raison d'un solde naturel négatif. Cette tendance se vérifie dans les quatre EPCI qui composent le CLPE. **Le vieillissement concerne également la population active et devrait perdurer selon les projections de population.**

Les besoins de services à domicile et de soins de proximité sont ainsi de plus en plus nombreux. Or, l'accès aux équipements et aux services est fréquemment difficile dans ces territoires ruraux où la population est très dépendante de la voiture.



En savoir plus...

Le territoire est-il attractif ?

Une résidentialisation du territoire soutenue



Si le territoire du CLPE de Louhans perd de la population du point de vue des mouvements naturels, **il en gagne du point de vue des mouvements migratoires** et ce, dans l'ensemble de ses EPCI. **Le territoire affiche par ailleurs le solde entrées - sorties le plus favorable de Bourgogne-Franche-Comté (BFC).**

Cette hausse permet au territoire de gagner globalement de la population entre les deux derniers recensements (2016 et 2022), contre une baisse en région et en Saône-et-Loire.

Le CLPE de Louhans tire profit des relatives proximités de Chalon-sur-Saône, de Lons-le Saunier, de la région Auvergne-Rhône-Alpes et d'un moindre coût de l'immobilier par rapport à celui des territoires voisins. Cet avantage de localisation renforce **la fonction résidentielle du territoire**. En outre, l'attractivité du territoire peut potentiellement engendrer **des besoins de services et d'emplois de proximité** pour répondre aux demandes des nouvelles populations, en particulier celles des nombreux navetteurs.

Une forte mobilité domicile-travail est, en effet, constatée avec 45 % des actifs du CLPE travaillant à l'extérieur, soit **une proportion comparable à celles observées dans les territoires frontaliers de la Suisse**. Ces "sortants" travaillent principalement dans les CLPE de Chalon-sur-Saône, de Lons-le-Saunier, de Mâcon et en région Auvergne-Rhône-Alpes.

Le territoire est également attractif du point de vue économique avec 21 % des emplois dans le CLPE occupés par des actifs qui résident à l'extérieur. Ces "entrants" résident, pour la plupart, dans les CLPE de Chalon-sur-Saône, de Lons-le-Saunier, de Mâcon et en région Auvergne-Rhône-Alpes. **Le solde de navetteurs est, au final, négatif avec davantage de sorties du territoire que d'entrées.**



En savoir plus...

¹ Les sources de données utilisées dans ce document sont consultables page 18.

Quelle structure de l'emploi ? Quelles spécificités ?



Un territoire davantage industriel et agricole qu'en région

La proportion d'emplois agricoles est plus élevée dans le territoire qu'au niveau régional. La polyculture, le poly-élevage et l'aviculture concentrent la plupart de ces emplois. Les AOP Volailles de Bresse, Beurre et crème de Bresse font notamment la renommée des productions locales. Le secteur agricole rencontre toutefois des difficultés.

La baisse structurelle de l'emploi agricole se vérifie entre les deux derniers recensements de la population malgré la hausse du salariat. Cette diminution fait partie des plus négatives de BFC. En outre, le contexte de fort vieillissement des exploitants agricoles soulève la problématique du renouvellement des générations. Enfin, l'exposition aux changements climatiques et aux crises sanitaires s'ajoute à ces difficultés.

L'emploi industriel est une autre spécificité historique du territoire du CLPE de Louhans. La proportion d'emplois industriels mesurée dans le territoire fait partie des plus élevées de la région, notamment dans les secteurs des industries agroalimentaires (abattoirs), de la plasturgie et de la métallurgie. Le CLPE bénéficie également de la relative proximité des activités industrielles présentes à Chalon-sur-Saône, à Lons-le-Saunier et du dynamisme de la filière nucléaire en Saône-et-Loire. En effet, un nombre important d'actifs résidant dans le CLPE travaille dans ces territoires (voir page 3).

Le territoire a souffert du recul structurel de l'emploi industriel sur le long terme et de son positionnement sur des secteurs d'activité exposés à la concurrence internationale, notamment la plasturgie et la métallurgie. **L'emploi industriel est toutefois orienté à la hausse entre les deux derniers recensements de la population** contre une diminution en région. Le secteur de la métallurgie est le moteur de cette progression. À l'inverse, l'emploi diminue dans les industries agroalimentaires et la plasturgie au cours de la même période.



Un territoire impacté par les changements climatiques et des enjeux en termes de transition écologique

La structure de l'emploi du territoire met le climat et la transition écologique au centre des préoccupations. En effet, **le secteur agricole est particulièrement exposé** aux changements climatiques en raison des sécheresses de plus en plus fréquentes ou encore de la concentration de fortes précipitations qui pèsent sur la qualité des productions. L'évolution des attentes sociétales, en termes de bien-être animal notamment, l'orientation de l'agriculture vers des pratiques plus durables et plus respectueuses de la nature impactent également le secteur. **L'industrie est aussi concernée** au regard de l'enjeu écologique de décarbonation des processus de production et de la hausse du coût de l'énergie. Enfin, **la très forte proportion d'actifs mobiles et la forte dépendance à la voiture** posent la question de la transition vers une mobilité moins émettrice de carbone.

Comme l'agriculture et l'industrie, **le secteur de la construction (le bâtiment et les travaux publics principalement) est davantage présent dans le territoire qu'en région.** Cette caractéristique est fréquente dans les territoires ruraux. **Ce secteur affiche une légère hausse de l'emploi** entre les deux derniers recensements de la population.

En contrepartie, **le secteur tertiaire marchand est sous-représenté dans le territoire** (commerce, transports et entreposage, hôtellerie-restauration...). Au sein de ce secteur, le Commerce, les Activités de services administratifs et de soutien (dont l'intérim), le Transport-entreposage et l'Hébergement-restauration emploient le plus d'actifs.

Le nombre d'emplois tertiaires marchands est toutefois en hausse entre les deux derniers recensements de la population. Moins favorable qu'à l'échelle régionale, cette progression se vérifie dans les Activités des ménages en tant qu'employeurs, les Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques, les Activités de services administratifs et de soutien (dont intérim), l'Hébergement-restauration et le Commerce. En revanche, l'emploi diminue légèrement au cours de cette période dans le Transport-entreposage et les Activités financières et d'assurance.

Enfin, **la proportion d'emplois dans le secteur tertiaire non marchand (santé, action sociale, administration publique et enseignement), est nettement inférieure à la valeur régionale,** à l'exception de l'Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement.

Le secteur tertiaire non marchand enregistre une baisse de l'emploi plus marquée qu'à l'échelon régional entre les deux derniers recensements. Cette diminution est constatée dans l'Administration publique et l'Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement. En revanche, la Santé et, à un degré moindre, l'Enseignement sont caractérisés par une hausse de l'emploi.

Au final, tous secteurs d'activité confondus, l'emploi baisse dans le territoire du CLPE de Louhans entre les deux derniers recensements alors qu'il progresse en BFC.



En savoir plus...

SOURCES UTILISÉES POUR ANALYSER L'EMPLOI

• Le Recensement de la population (Rp) de l'INSEE pour l'emploi total (pages 4 et 5)

Le Rp de l'INSEE permet de réaliser **une analyse structurelle de l'emploi**.

C'est la seule source de données permettant d'observer l'emploi total au lieu de travail : emploi privé, public, salarié, non salarié. Le recensement est le résultat d'un sondage de la population sur 5 ans (exemple : de 2020 à 2024 pour le Rp millésimé 2022).

• Les données URSSAF pour l'emploi salarié privé (ci-dessous)

Les données URSSAF sont plus récentes mais moins complètes que celles issues du Rp de l'INSEE. Elles permettent de **compléter l'analyse par des informations plus conjoncturelles**.

Elles couvrent l'ensemble des entreprises employeuses du secteur concurrentiel cotisant aux URSSAF.

Elles n'incluent donc pas :

- les établissements du secteur public,
- les établissements relevant du régime agricole (suivis par la MSA),
- les particuliers employeurs,
- les actifs non salariés.

L'emploi progresse t-il ?



Une baisse de l'emploi salarié privé sur le long terme...

Une diminution de l'emploi salarié privé est observée entre 2014 et 2025 contre une progression aux niveaux régional et départemental.

Sur le court terme (2^e trimestre 2024-2^e trimestre 2025), l'emploi salarié privé se stabilise dans le territoire du CLPE contre une légère baisse en BFC et en Saône-et-Loire. **Cette tendance se vérifie dans le commerce alors qu'une hausse est observée dans les autres secteurs des services.** Les activités de Fabrication de pièces techniques à base de matières plastiques, de Fabrication d'emballages en matières plastiques, de Transformation et conservation de la viande de boucherie, de Fabrication d'emballages en bois et les Activités vétérinaires sont concernées par cette augmentation.

En revanche, une baisse de l'emploi salarié privé est constatée dans l'industrie et la construction. Elle concerne les activités de Transformation et conservation de la viande de volaille, de Fabrication de produits de consommation courante en plastique, de Mécanique industrielle, de Travaux de charpente ou encore de Travaux de menuiserie bois et PVC.



Agriculture



Industrie



Tertiaire marchand



Tertiaire non marchand

La situation est davantage favorable pour l'emploi intérimaire à l'échelle de la Saône-et-Loire au regard de la légère augmentation relevée entre le 2^e trimestre 2024 et le 2^e trimestre 2025. Dans le CLPE de Louhans, l'industrie concentre 7 emplois intérimaires sur 10 et ces emplois concernent des ouvriers dans 90 % des cas.

De même, **la progression des déclarations préalables à l'embauche enregistrées dans le CLPE par l'URSSAF** entre octobre 2024 et octobre 2025 est encourageante. Cette hausse s'appuie sur le secteur des services (hors commerce) et bénéficie aux hommes, aux jeunes et aux seniors. À l'inverse, au cours de la même période, le nombre d'embauches diminue dans l'agriculture, l'industrie, la construction et le commerce.



En savoir plus...

Quelle évolution de la demande et de l'offre d'emploi ?



...une baisse qui a des conséquences sur la demande d'emploi

Récemment (3^e trimestre 2024-3^e trimestre 2025), **le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A et ABC a progressé dans le CLPE conformément à la tendance régionale**. Cette augmentation touche particulièrement les jeunes.

Les femmes sont davantage représentées parmi les demandeurs d'emploi ABC qu'au plan régional. Plus globalement, **les demandeurs d'emploi ABC du territoire sont plus "éloignés de l'emploi" qu'en moyenne régionale** : leur niveau de formation et de qualification est plus faible et les seniors sont plus nombreux en proportion. Enfin, la part de chômeurs de longue durée parmi les demandeurs d'emploi de catégories ABC progresse et atteint 43 %.

Comme en région, **le nombre d'offres d'emploi enregistrées par France Travail diminue sur un an** (octobre 2024 - septembre 2025). La baisse touche l'ensemble des secteurs d'activité, en particulier la construction et le commerce. La proportion d'emplois durables parmi les offres d'emploi est, par ailleurs, plus faible dans le CLPE qu'à l'échelon régional.



En savoir plus...

Quelle offre de formation accessible ? Est-elle cohérente avec la structure de l'emploi local ?



Une offre de formation limitée et concentrée à Louhans qui soulève la problématique de la mobilité pour accéder à la formation

L'offre de formation initiale

Dans le CLPE de Louhans, l'offre de formation initiale s'articule autour de deux lycées, dont un lycée agricole, et de trois établissements proposant des formations en apprentissage. Au regard du fort vieillissement de la population et des projections de population pessimistes indiqués page 3, le nombre d'établissements de formation pourrait, à terme, s'avérer excessif.

L'essentiel de l'offre est centralisé à Louhans ce qui soulève **la problématique de la mobilité pour accéder à la formation. C'est d'autant plus vrai pour des formations de l'enseignement supérieur** au regard de l'absence de formations supérieures au niveau Bac+2 (sous statuts d'élève et d'apprenti). Les relatives proximités de Chalon-sur-Saône, de Lons-le-Saunier et de leur offre de formation plus développée atténuent cette difficulté **à condition d'être mobile pour y accéder**.

L'offre de formation limitée peut aussi être à l'origine de départs de jeunes qui ne reviennent pas nécessairement dans le territoire à la fin de leurs études.

L'offre de formation initiale existante au sein du territoire du CLPE reflète, pour partie, les caractéristiques de l'emploi local².

Sous statut d'élève, pour l'agriculture, les Spécialités plurivalentes de l'agronomie et de l'agriculture (CAP et Bac, dont CAPA métiers de l'agriculture, Bac techno sciences et technologies de l'agronomie et du vivant, Bac pro conduite et gestion de l'entreprise agricole polyculture élevage) et la spécialité Productions végétales, cultures spécialisées et protection des cultures (CAP) sont recensées.

La spécificité industrielle du territoire apparaît également via les spécialités Technologies industrielles fondamentales (du CAP au Bac, dont Bac techno STI2D sciences et technologies de l'industrie et du développement durable enseignement spécifique systèmes d'information et numérique et enseignement spécifique innovation technologique et éco-conception), Technologies de commandes des transformations industrielles (CAP) et les Spécialités pluri-technologiques mécanique-électricité (Bac pro Maintenance des systèmes de production connectés).

Enfin, **les spécialités plurivalentes sanitaires et sociales** (du CAP au Bac, dont CAPA services aux personnes et vente en espace rural, CAP agent accompagnant au grand âge, Bac pro services aux personnes et animation dans les territoires) sont enseignées et font écho à une autre spécificité du territoire.

D'autres spécialités de formation sont également dispensées :

- Spécialités plurivalentes des échanges et de la gestion (CAP et Bac),
- Transports-manutention-magasinerie (Bac),
- Commerce-vente (Bac et Bac+2),
- Comptabilité-gestion (Bac),
- RH-gestion du personnel-gestion de l'emploi (Bac),
- Secrétariat, bureautique (Bac), etc.

En apprentissage, concernant l'agriculture, les Spécialités plurivalentes de l'agronomie et de l'agriculture sont, à nouveau, présentes avec le Bac pro conduite et gestion de l'entreprise agricole à Louhans.

Des formations industrielles sont également proposées en apprentissage mais l'offre semble peu développée au regard des caractéristiques de l'emploi local. Le manque d'attractivité des formations industrielles pourrait expliquer ce décalage. Les spécialités industrielles accessibles en apprentissage dans le Clpe sont les Spécialités pluri-technologiques mécanique-électricité (Bac pro maintenance des systèmes de production connectés à Louhans).

L'offre de formation en apprentissage n'intègre pas de spécialités liées à **la construction**, secteur pourtant davantage présent dans le CLPE qu'en région.



² Avertissement

La relation formation-emploi n'est pas toujours directe et linéaire. Une personne sortant de formation n'exercera pas nécessairement le métier en lien avec la formation suivie et ne s'insérera pas obligatoirement dans le secteur d'activité attendu. En outre, une proportion de sortants formés sur le territoire est susceptible de le quitter pour poursuivre leur parcours professionnel.

Les spécificités tertiaires du territoire sont aussi prises en compte avec les Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales (CAP agent accompagnant au grand âge et Bac pro services aux personnes et animation dans les territoires).

Enfin, les spécialités Agroalimentaire-alimentation-cuisine (CAP), Commerce-vente (Bac+2), Secrétariat-bureautique (CAP et Bac), Sécurité des biens et des personnes (Bac), Transport-manutention-magasinerie (Bac) complètent l'offre de formation en apprentissage.

L'offre de formation pour demandeurs d'emploi

L'offre de formation continue, financée sur fonds publics et destinée aux demandeurs d'emploi, inclut, dans le CLPE de Louhans, des formations sans niveau spécifique et des formations certifiantes de niveau Cap. Les publics peuvent bénéficier **de formations en amont de la qualification** (DAQ, DFL action FLE et DFL action illettrisme...). Ces dispositifs ont pour objectifs de construire un projet professionnel, de remobiliser ou d'acquérir des compétences complémentaires préalables à un parcours qualifiant ou à une insertion professionnelle.

Parmi les formations certifiantes, le niveau CAP est le plus fréquent car l'offre de formation est construite pour répondre prioritairement aux besoins de montée en qualification des publics les moins qualifiés et les plus fragiles. Concernant ce niveau, les spécialités de formation en lien avec la structure de l'emploi local sont à nouveau présentes : Mécanique générale et de précision, usinage (Titre professionnel opérateur régleur en usinage assisté par ordinateur), Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales (Titre professionnel agent de service médico-social). La spécialité de formation Transport-manutention-magasinerie est également proposée (Titre professionnel conducteur du transport routier de marchandises sur porteur). Enfin, une formation à la création-reprise d'entreprise est accessible.

Cette offre de formation destinée aux demandeurs d'emploi se situe exclusivement à Louhans ce qui soulève, de nouveau, **la problématique de la mobilité pour accéder à la formation, d'autant plus pour des publics parfois fragiles**. Les potentiels stagiaires peuvent, par ailleurs, bénéficier d'une offre de formation plus développée, à proximité, dans les CLPE de Chalon-sur-Saône ou de Lons-le-Saunier.



En savoir plus...

Quels niveaux de formation et de qualification ?



De faibles niveaux de formation et de qualification

L'offre de formation existante peut influencer sur le niveau de formation de la population du territoire. Ce dernier est plus faible qu'en région tant pour la population dans son ensemble que, plus spécifiquement, pour les jeunes. Les proportions de personnes non diplômées ou de niveau CAP sont plus élevées dans le CLPE que celles de diplômées de l'enseignement supérieur. **Les besoins de l'économie locale, en termes de niveau de qualification attendu,** expliquent aussi ce niveau de formation inférieur à la moyenne régionale.

En effet, le niveau de qualification des actifs en emploi, en lien avec la structure locale de l'emploi, est nettement plus faible dans le CLPE qu'en région. Le territoire affiche la plus faible proportion de cadres et professions intellectuelles supérieures de la région et l'une des plus faibles de professions intermédiaires-techniciens. En revanche, **la part d'ouvriers est la plus élevée de Brc. Les ouvriers non qualifiés de l'industrie sont fortement représentés** en raison, notamment, de l'importance des industries agroalimentaires.

Une élévation du niveau de qualification des actifs en emploi du territoire est toutefois observée entre les deux derniers recensements de la population. Le nombre de cadres et de professions intellectuelles supérieures, en particulier les ingénieurs et cadres techniques d'entreprise, et de professions intermédiaires augmente. Les professions intermédiaires de la santé et du travail social, les professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises et les techniciens-agents de maîtrise suivent cette tendance. À l'inverse, le nombre d'ouvriers, notamment non qualifiés de l'industrie, diminue.

Ce constat de plus faibles niveaux de formation et qualification se vérifie parmi **les demandeurs d'emploi du territoire.**

Ce plus faible niveau de qualification et de formation fragilise les actifs en cas de perte d'emploi car il rend plus complexe les reconversions vers des métiers nécessitant des qualifications supérieures.



En savoir plus...

Quel niveau de précarité sur le territoire ?



Des disparités infra-territoriales

Le niveau de vie de la population du CLPE de Louhans est inférieur à la moyenne régionale, particulièrement dans les communautés de communes de Bresse Nord et de Bresse Louhannaise. Le plus faible niveau de formation et de qualification de la population, à mettre en lien avec des salaires généralement peu élevés, est l'un des éléments pouvant expliquer ce plus faible niveau de vie qu'en région. Le recul de l'emploi et de la population a, par ailleurs, causé le classement de 71 % du territoire du CLPE en Zone de revitalisation rurale (ZRR).

Les indicateurs caractérisant les jeunes indiquent des difficultés plus soutenues pour ce public qu'au niveau régional. En effet, les proportions de jeunes non diplômés et de Jic (Jeunes inactifs ou chômeurs) sont plus élevées qu'en BFC. En outre, les facteurs de risque d'illettrisme sont plus importants qu'en moyenne régionale, hormis dans la communauté de communes Terres de Bresse.

Néanmoins, **le taux de pauvreté mesuré dans le territoire est globalement inférieur au taux régional**, notamment dans la communauté de communes Terres de Bresse qui bénéficie de la proximité de Chalon-sur-Saône. Les communautés de communes Bresse Louhannaise et Bresse Revermont affichent, pour leur part, un taux proche du taux régional. La situation semble plus problématique dans la communauté de communes Bresse Nord à en juger par le taux de pauvreté plus élevé.

Ces indicateurs sont à interpréter avec précaution car la précarité en milieu rural est fréquemment moins visible qu'en milieu urbain, notamment en raison de l'habitat couramment dispersé. En revanche, **elle est souvent plus durable car les opportunités de retour à l'emploi et d'accès à la formation sont plus limitées.** En effet, l'emploi et l'offre de formation sont, le plus souvent, concentrés dans les territoires urbains. La population se heurte alors à des difficultés de mobilité.



En savoir plus...



Forces / Faiblesses



Louhans



- Le territoire est-il impacté par le vieillissement général de la population ?

Un fort enjeu lié au vieillissement de la population et à l'accompagnement de la dépendance



- Le territoire est-il attractif ?

Une résidentialisation du territoire soutenue



- Quelle structure de l'emploi ? Quelles spécificités ?

Un territoire davantage industriel et agricole qu'en région



- L'emploi progresse-t-il ?

Une baisse de l'emploi salarié privé sur le long terme...



- Quelle évolution de la demande et de l'offre d'emploi ?

...une baisse qui a des conséquences sur la demande d'emploi



- Quelle offre de formation accessible ?

Est-elle cohérente avec la structure de l'emploi local ?

Une offre de formation limitée et concentrée à Louhans qui soulève la problématique de mobilité pour accéder à la formation



- Quels niveaux de formation et de qualification ?

De faibles niveaux de formation et de qualification



- Quel niveau de précarité sur le territoire ?

Des disparités infra-territoriales



Forces



Le territoire est-il impacté par le vieillissement général de la population ?



Le territoire est-il attractif ?



Faiblesses

- Un territoire rural, densité de population plus faible qu'en région et que dans le département (2 % de la population de BFC, 47 habitants/km²).

- Relative proximité de Chalon-sur-Saône, de Lons-le Saunier et de la région Auvergne-Rhône-Alpes.
- Autoroute A39 à l'est, A6 à l'ouest, A36 au nord.

- Hausse de la population entre les deux derniers recensements de la population (2016 et 2022) contre une baisse en région et en Saône-et-Loire.

- Hausse due aux mouvements migratoires très largement positifs, synonyme d'une attractivité résidentielle, qui se vérifie dans tous les EPCI composant le CLPE.

Solde entrées - sorties du territoire le plus favorable de BFC.
Coût de l'immobilier comme atout résidentiel.

- Des emplois de proximité potentiels pour répondre aux besoins des nouvelles populations, en particulier ceux des nombreux navetteurs (voir ci-dessous).



- En revanche, solde naturel négatif dans le CLPE et dans l'ensemble de ses EPCI. Solde, par ailleurs, plus défavorable qu'en région.

- Fort vieillissement de la population, plus soutenue qu'en région. Vieillesse qui concerne également la population active dont les actifs en emploi et qui devrait perdurer.

- Le vieillissement de la population engendre des besoins de soins de proximité, de services à domicile. Or, l'accès aux équipements et aux services est difficile et la population est très dépendante de la voiture.

- Enjeu de vieillissement-accompagnement de la dépendance : accès aux services et aux équipements des personnes âgées, des besoins d'emplois dans la santé et les services à domicile.

- Très forte mobilité domicile-travail : 45 % des actifs du CLPE travaillent à l'extérieur. Proportion comparable à celles observées dans les territoires frontaliers de la Suisse.

Principaux lieux de travail des "sortants" : CLPE de Chalon-sur-Saône, de Lons-le-Saunier, de Mâcon, région Auvergne-Rhône-Alpes.



- Forte dépendance à la voiture pour se rendre au travail.

- Attractivité économique : 21 % des emplois dans le CLPE sont occupés par des actifs qui résident à l'extérieur.

Principaux lieux de résidence des "entrants" : CLPE de Chalon-sur-Saône, de Lons-le-Saunier, région Auvergne-Rhône-Alpes et CLPE de Mâcon.



- Solde de navetteurs négatif au final.



Forces

Quelle structure de l'emploi ? Quelles spécificités ?



Faiblesses

- Proportion d'emplois dans l'agriculture plus élevée qu'au niveau régional (polyculture, poly-élevage, aviculture, AOP Beurre et crème de Bresse, AOP Volailles de Bresse).

- Proportion d'emplois dans l'industrie parmi les plus élevées de BFC.
 - Secteurs industriels les plus employeurs : Industries agroalimentaires (abattoirs notamment), Plasturgie, Métallurgie et fabrication de produits métalliques.
 - Secteurs industriels les plus spécifiques du territoire : Industries agroalimentaires, Plasturgie.
 - Relative proximité de Chalon-sur-Saône, de Lons-le-Saunier et de leurs activités industrielles.
 - Dynamisme de la filière nucléaire en Saône-et-Loire.

- Hausse de l'emploi industriel entre les deux derniers recensements de la population, contre une baisse en région. Hausse notamment dans la métallurgie.

- Secteur de la construction davantage présent dans le territoire qu'en région, parmi les plus fortes parts d'emplois dans la construction de BFC.
- Légère hausse de l'emploi dans la construction entre les deux derniers recensements.

- En revanche, le secteur de l'Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement présent dans le CLPE à hauteur du niveau régional.

- Hausse de l'emploi dans la Santé et, à un degré moindre, dans l'Enseignement entre les deux derniers recensements.

- Secteur tertiaire marchand en hausse entre les deux derniers recensements, augmentation moins soutenue que celle mesurée en région. Tendance qui se vérifie dans les secteurs : Activités des ménages en tant qu'employeurs ; activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre, Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques, Activités de services administratifs et de soutien (dont intérim), Hébergement et restauration, Commerce.

- Vieillesse des exploitants agricoles, enjeu de renouvellement des actifs agricoles.
 - Exposition aux crises sanitaires.
 - Exposition aux changements climatiques, aux sécheresses et à la concentration de précipitations abondantes notamment.
 - Baisse structurelle de l'emploi agricole sur le long terme et qui se vérifie entre les deux derniers recensements de la population (à l'exception du salariat). Parmi les plus fortes baisses de l'emploi agricole de la région entre les deux derniers recensements.

- Des secteurs exposés à la concurrence internationale (plasturgie et métallurgie).
 - Concentration de l'emploi dans un nombre limité d'établissements.
 - Des difficultés de recrutement structurelles (déficit d'attractivité des métiers industriels, qualité des emplois proposés).

- Hausse du coût de l'énergie : enjeu écologique, de décarbonation des processus de production industrielle.

- Recul structurel de l'emploi industriel sur le long terme.
- Diminution toutefois de l'emploi dans les industries agroalimentaires et la plasturgie entre les deux derniers recensements.

- En contrepartie, proportion globale d'emplois dans le secteur tertiaire non marchand nettement inférieure à la moyenne régionale (parmi les plus faibles valeurs de BFC). Notamment les secteurs de la Santé, de l'Administration publique et de l'Enseignement.

- Baisse globale de l'emploi tertiaire non marchand plus soutenue qu'au plan régional entre les deux derniers recensements. Diminution constatée dans l'Administration publique et dans l'Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement.

- Sous-représentation également du secteur tertiaire marchand (commerce, transport-entrepôt, hôtellerie-restauration...). Secteurs tertiaires marchands les plus employeurs : Commerce, Activités de services administratifs et de soutien (dont intérim), Transport-entrepôt, Hébergement et restauration.

- Toutefois, légère baisse de l'emploi dans le Transport-entrepôt et les Activités financières et d'assurance entre les deux derniers recensements.

- Baisse globale de l'emploi entre les deux derniers recensements contre une hausse en région.



Forces

Quelle structure de l'emploi ? Quelles spécificités ? (suite)



Faiblesses

- Potentiel touristique : paysage de bocage et d'étangs, tourisme patrimonial (fermes à briques et pans de bois, moulins et lavoirs, châteaux et églises...), tourisme gastronomique (AOP volailles de Bresse), ...
- Part de résidences secondaires supérieure à la moyenne régionale (10 % contre 7,5 %).

- Emploi lié à la présence de touristes légèrement plus faible qu'en moyenne régionale.



Forces

L'emploi progresse-t-il ?

(Données URSSAF : emploi salarié privé hors emploi agricole, public et non salarié)



Faiblesses

- Sur le court terme (2^e trimestre 2024-2^e trimestre 2025) : stabilité de l'emploi salarié privé contre une légère baisse aux niveaux régional et départemental.

Stabilité qui se vérifie dans le commerce.
Une hausse dans les autres services.

- Des hausses dans les activités :
Fabrication de pièces techniques à base de matières plastiques,
Fabrication d'emballages en matières plastiques,
Transformation et conservation de la viande de boucherie,
Fabrication d'emballages en bois,
Activités vétérinaires,
Etc.

- Légère hausse de l'emploi intérimaire en Saône-et-Loire contre une stabilité en région (2^e trimestre 2024-2^e trimestre 2025). Dans le CLPE de Louhans : plus de 7 emplois intérimaires sur 10 dans l'industrie, 92 % d'ouvriers.

- Progression des embauches dans le CLPE (déclarations préalables à l'embauche URSSAF, octobre 2024 - octobre 2025) contre une baisse en BFC et une stabilité dans le département.
- Hausse portée par le secteur des services (hors commerce).
- Hausse des embauches notamment pour les hommes, les jeunes et les seniors.

- Sur le long terme (2014-2025), baisse de l'emploi salarié privé contre une progression en région et en Saône-et-Loire.

- Une baisse toutefois dans l'industrie et la construction (2^e trimestre 2024-2^e trimestre 2025).

- Des diminutions de l'emploi dans les activités :
Transformation et conservation de la viande de volaille,
Fabrication de produits de consommation courante en plastique,
Mécanique industrielle,
Travaux de charpente,
Travaux de menuiserie bois et PVC,
Etc.

- Au cours de la même période, baisse des embauches dans les autres secteurs d'activité (agriculture, industrie, construction, commerce).



Forces

Quelle évolution de la demande et de l'offre d'emploi ?



Faiblesses



- Enquête BMO (Besoins en main d'œuvre) 2025 de France Travail : 1 180 projets de recrutements dans le CLPE.
- 39 % des projets dans les services (dont notamment dans la santé, l'action sociale et l'hébergement-restauration), 21 % dans l'industrie, 15 % dans le commerce, 11 % dans la construction, 13 % dans l'agriculture.
- Saisonnalité des besoins proche des moyennes régionale et départementale (32 % de projets saisonniers).



- Hausse du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A et ABC sur un an (3^e trimestre 2024-3^e trimestre 2025). Progression proche de celle mesurée en BFC. Hausse qui touche particulièrement les jeunes.
 - Plus de femmes, en proportion, parmi les demandeurs d'emploi ABC qu'au plan régional. Davantage de seniors également.
 - 43 % de chômeurs de longue durée parmi les demandeurs d'emploi de catégories ABC. En hausse sur un an.
 - Un plus de faible niveau de formation et de qualification des demandeurs d'emploi ABC qu'en BFC.
- Baisse des offres d'emploi enregistrées par France Travail sur un an (octobre 2024 - septembre 2025), comme en région.
 - Baisse dans l'ensemble des secteurs d'activité en particulier dans la construction et le commerce.
 - Proportion d'emplois durables parmi les offres d'emploi enregistrées plus faible qu'à l'échelle régionale (septembre 2025).
- Plus forte proportion de projets jugés difficiles par les employeurs qu'aux échelons régional et départemental (61 % contre 58 % et 56 %).



Forces

Quels niveaux de formation et de qualification ?



Faiblesses



- Hausse du niveau de qualification : hausse du nombre de :
 - cadres et de professions intellectuelles supérieures (en particulier des ingénieurs et cadres techniques d'entreprise),
 - professions intermédiaires (dont professions intermédiaires de la santé et du travail social, professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises, techniciens et agents de maîtrise).
 Contre une baisse du nombre d'ouvriers notamment non qualifiés de l'industrie.



- Un niveau de formation de la population plus faible qu'en région (pour les 15-64 ans et les 15-29 ans) : davantage de non diplômés et de niveaux CAP, moins de diplômés de l'enseignement supérieur.
 - Situation liée, pour partie, aux besoins de l'économie locale et à l'offre de formation limitée sur le territoire qui impose d'être mobile pour accéder à la formation notamment dans l'enseignement supérieur.
 - L'offre de formation limitée, notamment dans l'enseignement supérieur, entraîne des départs de jeunes qui ne reviennent pas nécessairement sur le territoire à la fin de leurs études.
- Un faible niveau de qualification des actifs en emploi en lien avec la structure locale de l'emploi :
 - la plus faible proportion de cadres et professions intellectuelles supérieures de la région,
 - parmi les plus faibles proportions de professions intermédiaires,
 - la plus forte proportion d'ouvriers de BFC, notamment d'ouvriers non qualifiés de l'industrie (industries agroalimentaires).
- Des demandeurs d'emploi ABC de plus faible niveau de formation et de qualification qu'en région.



Forces

Quelle offre de formation accessible ? Est-elle cohérente avec la structure de l'emploi local ?



Faiblesses

- 2 lycées à Louhans : 1 lycée agricole et 1 lycée général, technologique ou polyvalent.
- 3 établissements proposant des formations en apprentissage : à Louhans (1 lycée agricole et 1 lycée général, technologique ou polyvalent) et à Branges (Formapi).

- Relative proximité de Chalon-sur-Saône et de Lons-le-Saunier qui disposent d'une offre de formation initiale plus étoffée.

- **Offre de formation initiale sous statut d'élève :** les caractéristiques de la structure de l'emploi local apparaissent à travers les spécialités de formation suivantes :

Agriculture :

- Spécialités plurivalentes de l'agronomie et de l'agriculture (CAP et Bac, dont CAPA métiers de l'agriculture, Bac techno sciences et technologies de l'agronomie et du vivant, Bac pro conduite et gestion de l'entreprise agricole polyculture élevage).
- Productions végétales, cultures spécialisées et protection des cultures (CAP)

Industrie :

- Technologies industrielles fondamentales (du CAP au Bac, dont Bac techno sciences et technologies de l'industrie et du développement durable enseignement spécifique systèmes d'information et numérique et enseignement spécifique innovation technologique et éco-conception).
- Technologies de commandes des transformations industrielles (CAP).
- Spécialités pluri-technologiques mécanique-électricité (Bac pro Maintenance des systèmes de production connectés).

Tertiaire :

- Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales (du CAP au Bac, dont CAPA services aux personnes et vente en espace rural, CAP agent accompagnant au grand âge, Bac pro services aux personnes et animation dans les territoires).
- D'autres spécialités de formation sont également dispensées : Spécialités plurivalentes des échanges et de la gestion (CAP et Bac), Transports-manutention-magasinerie (Bac), Commerce-vente (Bac et Bac+2), Comptabilité-gestion (Bac), RH-gestion du personnel-gestion de l'emploi (Bac), Secrétariat, bureautique (Bac), etc.

- **Offre de formation initiale en apprentissage :** les caractéristiques de la structure de l'emploi local apparaissent à travers les spécialités de formation suivantes :

Agriculture :

- Spécialités plurivalentes de l'agronomie et de l'agriculture (Bac pro conduite et gestion de l'entreprise agricole à Louhans).

Industrie :

- Spécialités pluri-technologiques mécanique-électricité (Bac pro maintenance des systèmes de production connectés à Louhans).

- Quel avenir pour les établissements scolaires au regard des perspectives de fort vieillissement et de baisse de la population ?
- Concentration d'une grande partie de l'offre de formation à Louhans.

- Absence de formations initiales supérieures au niveau Bac+2 sous statut d'élève et en apprentissage.

- Offre de formation dans l'enseignement supérieur très limitée : BTS Management commercial opérationnel sous statut d'élève ou en apprentissage.

- Mobilité nécessaire pour accéder à des formations de niveau supérieur.

- Relativement peu de formations industrielles et dans la construction en apprentissage.

Quelle offre de formation accessible ? Est-elle cohérente avec la structure de l'emploi local ?

(suite)



Forces



Faiblesses

Tertiaire :

- Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales (CAP agent accompagnant au grand âge et Bac pro services aux personnes et animation dans les territoires).

- D'autres spécialités de formation sont également dispensées :

Agroalimentaire-alimentation-cuisine (CAP), Commerce-vente (Bac+2), Secrétariat-bureautique (CAP et Bac), Sécurité des biens et des personnes-police-surveillance (Bac), Transport-manutention-magasinerie (Bac).

• Offre de formation destinée aux demandeurs d'emploi sur financements publics :

Parmi les formations en amont de la qualification, sont présentes une plateforme DAQ et des formations linguistique (DFL action FLE, DFL action illettrisme).

L'ensemble des formations certifiantes sont de niveau CAP. Parmi ces dernières, les caractéristiques de la structure de l'emploi local apparaissent à travers les spécialités de formation suivantes :

- Mécanique générale et de précision, usinage (Titre professionnel opérateur régleur en usinage assisté par ordinateur).

- Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales (Titre professionnel agent de service médico-social).

La spécialité de formation Transport-manutention-magasinerie est également proposée (Titre professionnel conducteur du transport routier de marchandises sur porteur). Enfin, une formation à la création d'entreprise est accessible.

- Toutes ces formations sont localisées à Louhans.

Présence d'une offre de formation plus développée à proximité du CLPE (Chalon-sur-Saône, Lons-le-Saunier).

- ➔ • Concentration de l'offre de formation à Louhans qui pose la question de la mobilité pour accéder à la formation.



Forces



Faiblesses

Quel niveau de précarité sur le territoire ?

- Taux de pauvreté dans le CLPE inférieur au taux régional, notamment dans la Communauté de communes Terres de Bresse.

- Part de bénéficiaires du RSA parmi les demandeurs d'emploi de catégories ABC plus faible qu'en région.

- Niveau de vie inférieur à la moyenne régionale, particulièrement dans les Communautés de communes de Bresse Nord et de Bresse Louhannaise.

- ➔ • Taux de pauvreté supérieur au taux régional dans la Communauté de communes de Bresse Nord.
- Précarité fréquemment durable en milieu rural : opportunités de retour à l'emploi, d'accès la formation limitées et problématiques de mobilité.

- Plus de jeunes non diplômés qu'en BFC.
- Part de JIC (Jeunes inactifs ou chômeurs) légèrement supérieure à la valeur relevée en région.

- 71 % du territoire du CLPE classée en Zone de revitalisation rurale (ZRR) contre 30 % en moyenne régionale.

- Facteurs de risque d'illettrisme élevés, à l'exception de la Communauté de communes Terres de Bresse.

Sources de données

Datavisualisation Emfor, DREETS BFC, France Travail, INSEE, URSSAF

Bibliographie

Emfor



- Les Comités locaux pour l'emploi BFC : indicateurs emploi-formation
- État des lieux socio-économique des zones d'emploi de BFC - Synthèse
- Des clés pour comprendre son territoire - Encas pro

DREETS BFC



- Indicateurs statistiques territoriaux CLPE

France Travail : Regards sur et Chiffres clés par CLPE



- Regards sur... par territoire de CLPE
- Les Chiffres clés par territoire de CLPE

INSEE



- La Saône-et-Loire dans la dynamique du nucléaire
- L'artisanat de Saône-et-Loire est tourné vers le secteur du bâtiment
- 111 bassins de vie polarisent les habitudes de vie des habitants
- Atlas des fragilités territoriales en Bourgogne-Franche-Comté
- Du rural isolé au rural proche des villes : 4 types d'intercommunalités
- La dorsale : un système urbain discontinu
- Bourgogne-Franche-Comté - Première région rurale de France
- Statistiques locales

Outil de diagnostic, de prospective, d'évaluation, d'aide à la décision et d'information au service des décideurs publics sur les champs de l'emploi, de la formation, de l'orientation et de l'insertion, Emfor Bourgogne-Franche-Comté est financé dans le cadre du contrat de plan État-Région 2021-2027.

Emfor Bourgogne-Franche-Comté est membre du réseau national des CARIF-OREF.

Siège
Espace Lafayette
8 rue Alfred de Vigny
25000 **Besançon**
tél 03 81 25 52 25

Site de Dijon
Immeuble le Citadin
13 rue Auguste Frémiet
21000 **Dijon**
tél. 03 80 54 14 14

www.emfor-bfc.org
contact@emfor-bfc.org